



Rencontre bilatérale

avec le Secrétaire d'Etat aux Transports,

Monsieur Jean Baptiste DJEBBARI,

en présence de représentants du HCR.

COMMUNIQUE

Parce que jusqu'au bout nous avons le devoir de représenter les salariés, parce que jusqu'au bout nous avons le devoir de défendre leurs intérêts, de faire admettre que notre régime de retraite est une part intrinsèque et inséparable de notre appartenance à cette entreprise publique de service public qu'est la RATP, nous nous sommes rendus aujourd'hui jeudi 17 octobre à cette bilatérale.

En aucun cas, l'UNSA RATP ne portera un quelconque compromis. Nous portons la voix des salariés que nous représentons, eux seuls décideront.

Cette réunion nous a surtout confirmé que, soit le Secrétaire d'Etat aux Transport, Monsieur DJEBBARI, n'est pas en capacité de décider, soit il est en « phase d'apprentissage » en terme de dialogue social.

En effet, Il n'a pas mandat pour bouger les lignes de cette réforme et n'a donc pas pu s'engager sur le maintien de notre contrat social. Mais surtout, nous sommes face à un gouvernement sourd et manipulateur qui a visiblement confondu une véritable discussion loyale avec une misérable opération de communication. Référence est faite ici au tweet du Secrétaire d'Etat à l'issue de la rencontre.

Lors de cette bilatérale, nous avons réaffirmé notre opposition à cette réforme et la nécessité de conserver le contrat social RATP pour tous les agents, contractuels ou sous statut.

Nous sommes sereins et déterminés parce que notre combat est légitime.

Pour l'UNSA-RATP, dorénavant il appartient au gouvernement, et à lui seul, d'exprimer ce qu'il entend proposer ou non aux agents de l'entreprise, comme à tous les salariés de ce pays.

L'UNSA RATP a déposé un préavis illimité à partir du 05 décembre et appelle tous les salariés à se mobiliser pour faire reculer ce gouvernement.